

Partie 1 Généralités

1.1 TAXES

- .1 Payer toutes les taxes prévues par la loi, y compris les taxes fédérales, provinciales et municipales.

1.2 DROITS, PERMIS ET CERTIFICATS

- .1 Payer tous les droits et obtenir tous les permis requis.
- .2 Fournir aux autorités les dessins et les renseignements nécessaires à la délivrance des certificats d'acceptation.
- .3 Obtenir les certificats d'inspection et démontrant que l'ouvrage est conforme aux exigences des autorités compétentes.

1.3 RESTRICTIONS VISANT LES TRAVAUX

- .1 Utilisation des lieux et des installations.:
 - .1 Exécuter les travaux en nuisant le moins possible à l'utilisation normale des lieux. Prendre des dispositions avec le représentant du Ministère pour faciliter l'exécution des travaux demandés. Voir l'alinéa 1.3.3, Exigences particulières relatives à l'ordonnancement, ci-dessous concernant les travaux qui doivent être exécutés pendant les « heures d'inoccupation ».
 - .2 Maintenir les services publics du bâtiment et fournir des accès pour les occupants, les visiteurs et les véhicules.
 - .3 Confiner les livraisons et le stationnement temporaire comme prescrit par le représentant du Ministère. Il est interdit de se stationner à l'extérieur de l'espace de stationnement désigné.
 - .1 Les employés de l'entrepreneur ne peuvent se stationner dans le stationnement temporaire seulement s'ils utilisent des véhicules identifiés au nom de l'entreprise.
- .2 Exigences particulières relatives à l'ordonnancement.
 - .1 Lorsque la Cour est en relâche (jusqu'à la fin septembre), exécuter les travaux durant les « heures normales », soit du lundi au vendredi, de 7 h à 18 h.
 - .2 Avertir le représentant du Ministère une semaine avant d'exécuter les travaux durant les « heures d'inoccupation » indiquées ci-après :
 - .1 Du lundi au vendredi, de 18 h à 6 h, ainsi que les samedis, les dimanches et les jours fériés.
 - .3 Livrer et ramasser les matériaux pendant les « heures d'inoccupation », sauf avis contraire écrit du représentant du Ministère.
- .3 État de l'ouvrage à la fin de la journée de travail:
 - .1 Il faut étanchéifier et sécuriser les fenêtres à la fin de chaque journée de travail. La protection temporaire doit être retirée. Nettoyer l'espace de travail à la fin du quart de travail. Remplacer les meubles à leur position initiale.

1.4 EXIGENCES ADMINISTRATIVES

- .1 Réunions de projet sur le chantier avec l'entrepreneur:
 - .1 Convoquer et administrer des réunions de projet de construction tout au long du déroulement des travaux.
 - .2 Préparer l'ordre du jour des réunions.
 - .3 Présider les réunions de projet.
 - .4 Rédiger le compte rendu des réunions. Y indiquer les questions et les décisions importantes. Préciser les suivis à effectuer par les différentes parties.

- .5 Faire des copies du compte rendu et les distribuer aux participants ainsi qu'au représentant du Ministère dans les trois (3) jours qui suivent la réunion.
- .6 Les représentants de l'entrepreneur et des sous-traitants qui assistent aux réunions de projet sont habilités et autorisés à intervenir au nom des parties qu'ils représentent.
- .2 Réunion de démarrage:
 - .1 Organiser une réunion de démarrage au moins deux (2) semaines avant le début des travaux de construction. Le personnel clé de l'entrepreneur, le directeur des travaux de l'entrepreneur et le représentant du Ministère doivent y assister.
 - .2 Vérifier les exigences du projet. L'ordre du jour doit comprendre:
 - .1 Calendrier des travaux : conformément à l'article 1.5, Ordonnancement des travaux, ci-dessous.
 - .2 Calendrier de présentation des dessins d'atelier, des échantillons et des échantillons d'ouvrages. Soumettre les documents et échantillons conformément à l'article 1.6, Documents et échantillons à soumettre, ci-dessous.
 - .3 Exigences concernant les installations temporaires, la signalisation de chantier, les bureaux, les remises d'entreposage, les services publics et les clôtures, selon l'article 1.11, Installations de chantier, ci-dessous.
 - .4 Sécurité sur le chantier, qui doit être conforme à l'article 1.11, Installations de chantier, ci-dessous.
 - .5 Modifications proposées, marches à suivre, approbations requises, exigences administratives.
 - .6 Dessins d'après exécution ou d'archives, qui doivent être conformes à l'article 1.18, Documents et éléments à remettre à l'achèvement des travaux, ci-dessous.
 - .7 Demandes d'acomptes mensuels, procédures administratives, photos, retenues.
 - .3 Rédiger des procès-verbaux de ces réunions et les transmettre aux participants ainsi qu'aux parties concernées absentes de celles-ci dans les quatre (4) jours suivant la tenue de chacune.
- .3 Réunions ordinaires de projet:
 - .1 Tenir une réunion de projet toutes les deux (2) semaines.
 - .2 Le personnel clé de l'entrepreneur, le directeur des travaux de l'entrepreneur et le représentant du Ministère doivent y assister.
 - .3 Aviser les parties au moins cinq (5) jours avant la tenue des réunions.
 - .4 Rédiger des procès-verbaux de ces réunions et les transmettre aux participants ainsi qu'aux parties concernées absentes de celles-ci dans les quatre (4) jours suivant la tenue de chacune.
 - .5 Points devant figurer à l'ordre du jour:
 - .1 Examen et approbation du compte rendu de la réunion précédente.
 - .2 Examen de l'avancement des travaux depuis la réunion précédente.
 - .3 Utilisation du site, santé et sécurité.
 - .4 Observations faites sur place, examens du chantier.
 - .5 Examen des calendriers de livraison.
 - .6 Travaux à venir et toute modification au calendrier de construction.
 - .7 Examen du calendrier de soumission des documents et des échantillons requis; accélération du processus au besoin.

- .8 Examen des modifications proposées et de leurs possibles répercussions sur le calendrier des travaux et sur la date d'achèvement de ces derniers.

1.5 ORDONNANCEMENT DES TRAVAUX

- .1 Planifier et exécuter les travaux en nuisant le moins possible à l'utilisation normale des lieux.
- .2 Dans la semaine suivant l'adjudication du contrat, présenter un calendrier des travaux sous forme de graphiques à barres, précisant les étapes prévues d'avancement des travaux, jusqu'à l'achèvement. Une fois ce calendrier revu et approuvé par le représentant du Ministère, prendre les mesures nécessaires pour terminer les travaux dans les délais prévus.
 - .1 Modifications au calendrier approuvé : soumettre les modifications proposées au calendrier approuvé par écrit au moins sept (7) jours avant l'application des modifications proposées. Obtenir l'approbation du représentant du Ministère avant d'appliquer les modifications au calendrier.
 - .2 Prévoir six (6) interruptions imprévues des travaux, par le représentant du Ministère, d'une durée de 48 heures chacune.
 - .3 Fournir un calendrier distinct pour les livraisons de matériaux, indiquant les quantités et les types de matériaux.
 - .4 Fournir un calendrier des deux (2) semaines subséquentes, basé sur le calendrier détaillé du projet, pour montrer la progression des travaux à venir. Toutes les deux (2) semaines, fournir un calendrier à jour des deux (2) semaines subséquentes pour approbation, et ce 48 heures avant la réunion d'avancement du projet.

1.6 DOCUMENTS ET ÉCHANTILLON À SOUMETTRE

- .1 Selon un ordre prédéterminé afin de ne pas retarder l'exécution des travaux, soumettre les documents et les échantillons requis au représentant du Ministère pour qu'il les examine.
- .2 Entreprendre les travaux visés par les documents et échantillons soumis seulement une fois l'examen terminé.
- .3 Fournir les certificats d'inspection démontrant que l'ouvrage est conforme aux exigences des autorités compétentes.
- .4 Suite à l'octroi du contrat, soumettre les preuves d'assurance et d'enregistrement auprès de la Commission des Accidents du Travail.
- .5 Dessins d'atelier:
 - .1 Soumettre cinq (5) exemplaires des dessins d'atelier.
 - .2 L'examen des dessins d'atelier a pour seul objectif de s'assurer de leur conformité avec le concept général. Cet examen ne signifie pas que le représentant du Ministère approuve les détails de conception rattachés aux dessins d'atelier, responsabilité qui demeure celle de l'entrepreneur. Cet examen ne dégage nullement l'entrepreneur de sa responsabilité quant aux erreurs ou aux omissions dans les dessins d'atelier ni de sa responsabilité de satisfaire à toutes les exigences des documents contractuels.
 - .3 Ne pas commencer la fabrication ni commander les matériaux avant que les dessins d'atelier aient été examinés.
 - .1 Sur demande du représentant du Ministère, apporter les changements requis aux dessins d'atelier soumis conformément aux documents contractuels. Resoumettre ces dessins selon les directives du représentant du Ministère.

- .6 Fiches techniques:
 - .1 Soumettre une (1) copie électronique des exemplaires des fiches techniques : feuilles de catalogue du fabricant, brochures, documentation, graphiques et diagrammes de performance ou de rendement servant à illustrer les produits standard fabriqués.
 - .2 Indiquer des renvois entre information des fiches techniques et les parties pertinentes des documents contractuels.
 - .3 Supprimer les renseignements que ne s'appliquent pas aux travaux.
 - .4 Soumettre des fiches techniques au moins cinq (5) jours avant d'entreprendre les travaux s'y rapportant.
- .7 Échantillons:
 - .1 Soumettre des échantillons de produits : exemples de matériaux, de matériel, de qualité, de finis et de mode d'exécution.
 - .2 Lorsque la couleur, le motif ou la texture fait l'objet d'une prescription, soumettre toute la gamme d'échantillons nécessaires.
 - .3 Les échantillons examinés et approuvés deviendront la norme de référence à partir de laquelle la qualité des matériaux et la qualité d'exécution des ouvrages finis et installés seront évaluées.
- .8 Soumettre des photographies des propriétés, des structures et des objets avoisinants susceptibles d'être endommagés ou de faire l'objet de réclamations ultérieures.

1.7 EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES

- .1 Codes et références.
 - .1 Les matériaux doivent être neufs, sauf indication contraire. Les travaux doivent être conformes aux normes minimales applicables des documents de référence cités dans les sections de devis, au *Code national du bâtiment – Canada 2015* et à tous les codes provinciaux et municipaux applicables.
- .2 Restrictions relatives à l'usage de tabac.
 - .1 Il est interdit de fumer dans le bâtiment.
 - .2 Se conformer aux restrictions relatives à l'usage du tabac sur la propriété du bâtiment.
- .3 Découverte de matières dangereuses.
 - .1 Si des matériaux appliqués par projection ou à la truelle susceptibles de contenir de l'amiante, des biphényles polychlorés (BPC), des moisissures ou toute autre matière désignée sont découverts au cours des travaux de démolition, interrompre immédiatement ces derniers.
 - .1 Prendre des mesures correctives et en aviser immédiatement le représentant du Ministère.
 - .2 Ne pas reprendre les travaux avant d'avoir reçu des directives écrites du représentant du Ministère.

1.8 CONSIGNES DE SÉCURITÉ-INCENDIE

- .1 Se conformer au *Code national du bâtiment – Canada 2015* et au *Code national de prévention des incendies – Canada 2015* pour la sécurité des personnes dans le bâtiment en cas d'incendie et pour la protection des bâtiments contre les effets d'un incendie, selon les indications ci-après.
 - .1 Se conformer au *Code national du bâtiment – Canada* (CNB) en ce qui concerne les dispositifs à incorporer dans un bâtiment pendant les travaux de construction pour assurer la sécurité des personnes et la prévention des incendies.

- .2 Se conformer au *Code national de prévention des incendies – Canada (CNPI)* en ce qui concerne les éléments ci-après.
 - .1 L'utilisation et l'entretien continus des dispositifs visant la sécurité-incendie et la prévention des incendies incorporés dans les bâtiments.
 - .2 Les activités exercées qui pourraient présenter des risques d'incendie dans les bâtiments et autour de ces derniers.
 - .3 Les restrictions visant des contenus dangereux dans les bâtiments et autour de ces derniers.
 - .4 La réalisation des plans de sécurité-incendie.
 - .5 La sécurité-incendie sur les chantiers de construction et de démolition.
 - .6 Avant de procéder aux travaux de soudage, de brasage, de meulage et / ou de coupe, obtenez un permis selon les instructions du Représentant du Ministère. Aucun travail à chaud ne doit être entrepris sans l'autorisation du Représentant du Ministère.

1.9 CONTRÔLE DE LA QUALITÉ

- .1 Échantillons d'ouvrages.
 - .1 Préparer les échantillons d'ouvrages précisément exigés dans le devis. Les exigences du présent article valent pour toutes les sections du devis dans lesquelles on demande de fournir des échantillons d'ouvrages.
 - .2 Construire les échantillons d'ouvrages aux endroits approuvés par le représentant du Ministère.
 - .3 Préparer les échantillons d'ouvrages aux fins d'approbation par le représentant du Ministère dans un délai raisonnable et suivant un ordre prédéterminé, afin de ne pas retarder l'exécution des travaux.
 - .4 Un retard dans la préparation des échantillons d'ouvrages ne saurait constituer une raison suffisante pour obtenir une prolongation du délai d'exécution des travaux et aucune demande en ce sens ne sera acceptée.
 - .5 Au besoin, le représentant du Ministère aidera l'entrepreneur à établir un calendrier de préparation des échantillons d'ouvrages.
 - .6 Il est précisé, dans chaque section du devis où il est question d'échantillons d'ouvrages, si ces derniers peuvent ou non faire partie de l'ouvrage fini et à quel moment ils devront être enlevés, le cas échéant.

1.10 MATIÈRES DANGEREUSES

- .1 Matières dangereuses : produit, substance ou organisme susceptible d'avoir des répercussions négatives sur l'environnement ou sur la santé des personnes, des animaux ou des végétaux lorsqu'il est libéré dans l'environnement.
- .2 Se conformer aux exigences des fiches de données de sécurité (FDS) visant l'utilisation, la manipulation, l'entreposage et l'élimination de matières dangereuses et visant l'étiquetage et la fourniture de fiches signalétiques (FS).

1.11 SERVICES PUBLICS TEMPORAIRES

- .1 Ne pas utiliser les services existants.
- .2 Fournir les services requis pour l'exécution des travaux depuis des sources hors chantier.
- .3 Aviser le Représentant du Ministère de l'interruption prévue des services et obtenir la permission requise.

1.12 PUISSANCE TEMPORAIRE ET LUMIERE

- .1 L'entrepreneur général doit fournir et payer l'énergie temporaire pendant la construction pour l'éclairage temporaire et le fonctionnement des outils électriques, jusqu'à une alimentation maximale de 230 volts et de 30 ampères.
- .2 Organiser la connexion avec la compagnie de service appropriée. Payer les coûts d'installation, de maintenance et de dépose.
- .3 . L'entrepreneur général est responsable de l'alimentation temporaire des grues électriques et autres équipements nécessitant des quantités supérieures à celles indiquées ci-dessus.
- .4 Fournir et maintenir un éclairage temporaire tout au long du projet. Assurez que le niveau d'éclairage sur tous les sols et les escaliers n'est pas inférieur à 162lx.
- .5 Connectez à l'alimentation existante conformément au Code Canadien de l'Electricité et fournissez des compteurs et commutation.
- .6 Les systèmes d'alimentation électrique et d'éclairage installés en vertu du présent contrat ne peuvent être utilisés pour des besoins de construction sans l'approbation préalable du Représentant du Ministère, à condition que les garanties ne soient pas touchées. Examiner les conditions existantes avant le début des travaux, noter tout élément manquant. L'entrepreneur est responsable de réparer les dommages causés aux systèmes électriques pendant le contrat. Remplacez les lampes utilisées depuis plus de 3 mois.
- .7 . Les équipements générant du monoxyde de carbone ne seront pas autorisés sur le site.

1.13 INSTALLATIONS DE CHANTIER

- .1 Matériel et matériaux d'accès:
 - .1 Fournir le matériel et les matériaux d'accès requis pour l'exécution des travaux en conformité aux recommandations de l'IHSA et à la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*.
- .2 Assurer la sécurité dans la zone des travaux.
- .3 Lorsque les travaux sont de nature à compromettre la sécurité des personnes, prendre les moyens nécessaires pour rétablir provisoirement cette sécurité:
 - .1 Fournir les moyens temporaires pour maintenir la sécurité.
 - .2 Soumettre les moyens temporaires proposés au représentant du Ministère pour qu'il les examine au moins cinq (5) jour avant d'entreprendre les travaux concernés.
- .4 Utiliser les installations sanitaires désignées par le représentant du Ministère. Maintenir la propreté des lieux.
- .5 Échafaudages:
 - .1 Concevoir les échafaudages en conformité avec la norme CAN/CSA-S269.2.
 - .2 Fournir les échafaudages, les rampes d'accès, les échelles, les plateformes et les escaliers temporaires nécessaires à l'exécution des travaux, et en assurer l'entretien.
 - .3 Lorsqu'ils sont prescrits, fournir les dessins d'atelier requis, signés par un ingénieur habilité à exercer dans la province de l'Ontario et portant le sceau de ce dernier.
 - .4 Les modifications et ajouts aux échafaudages doivent être approuvés par écrit par un ingénieur.
 - .5 L'accès aux cours est restreint et seulement possible à partir d'une porte d'entrée simple dans le garage de stationnement.

- .1 Toutes les livraisons de matériaux dans les cours doivent se faire à partir de cette porte ou par une grue.
- .6 Mobilisation de la grue.
 - .1 La grue ne doit pas être laissée en permanence sur le chantier.
 - .2 Confirmer avec le représentant du Ministère les restrictions relatives aux heures, aux aires d'installation, au poids et aux autorisations d'accès.
 - .3 Inclure la durée pendant laquelle la grue sera sur le chantier dans le calendrier des travaux.
 - .4 Obtenir l'autorisation du représentant du Ministère pour transporter la grue sur le chantier.
 - .1 La vitesse de circulation maximale de tous les véhicules sur le tablier supérieur du garage de stationnement est de 10 km/h.
 - .2 La taille, le poids et la répartition du poids de la grue et/ou de hissage utilisés sur la plate-forme de garage existante doivent être déterminés par un ingénieur professionnel qualifié, agréé dans la province de l'Ontario, fourni par l'entrepreneur. Coordonner avec le Représentant du Ministère les informations disponibles sur l'évaluation de l'état.
 - .3 Soumettre un plan de grue et de hissage au représentant du Ministère. Indiquer les poids et les emplacements de tout le matériel.
 - .4 Soumettre un plan de grue et de hissage au représentant du Ministère au moins 10 jours avant que le service soit requis.
- .7 Entreposage sur place/charges admissibles:
 - .1 Ne pas encombrer les lieux de façon déraisonnable avec des produits, des outils ou du matériel.
 - .2 Ne pas surcharger ni permettre de surcharger aucune partie de l'ouvrage afin de ne pas en compromettre l'intégrité.
 - .3 Il est interdit d'entreposer des matériaux, des outils ou du matériel sur place.
- .8 Stationnement sur le chantier:
 - .1 Le stationnement sur le chantier ne sera pas autorisé.
- .9 Signalisation de chantier:
 - .1 Fournir des panneaux indicateurs de type courant pour faciliter la circulation des véhicules ou pour transmettre des renseignements ou des instructions, des notices d'emploi du matériel, des consignes de sécurité, etc. dans les deux langues officielles ou par l'utilisation de symboles graphiques communs, sous réserve de l'approbation du Représentant du Ministère.
 - .2 Les inscriptions paraissant sur les panneaux d'instructions et sur les avis de sécurité doivent être dans les deux langues officielles.
 - .3 Le représentant du Ministère fournira des panneaux de description du projet afin d'informer le public. Installer les panneaux aux endroits indiqués par le représentant du Ministère.
 - .4 Garder les panneaux et les avis approuvés en bon état pendant toute la durée des travaux et les enlever du chantier une fois les travaux terminés ou avant, si le représentant du Ministère le demande.
 - .5 Mis à part les panneaux d'avertissement, aucun autre panneau ni aucune autre affiche ne peut être installé sur le chantier.
- .10 Protection et maintien de la circulation:
 - .1 Au besoin, aménager des voies d'accès afin de maintenir la circulation.
 - .2 Maintenir et protéger la circulation sur les voies concernées durant les travaux.

- .3 Prévoir des mesures pour la protection et la déviation de la circulation, y compris les services de surveillants et de signaleurs, l'installation de barricades, l'installation de dispositifs d'éclairage autour et devant l'équipement et la zone des travaux, la mise en place et l'entretien de panneaux d'avertissement, de panneaux indicateurs de danger et de panneaux de direction appropriés.
- .4 Protéger les passants contre les dommages aux personnes et aux biens.
- .5 Le matériel roulant de l'entrepreneur servant au transport des matériaux ou du matériel qui entrent sur le chantier ou en sortent doit nuire le moins possible à la circulation routière.
- .6 Prévoir les appareils d'éclairage, les panneaux de signalisation, les barricades et les marquages distinctifs nécessaires à une circulation sécuritaire. Les panneaux et les avis de sécurité ainsi que les instructions doivent être rédigés dans les deux langues officielles.
- .7 Prendre les mesures nécessaires pour contrôler la poussière afin d'assurer le déroulement sécuritaire des activités en tout temps. Soumettre le plan de contrôle de la circulation et des piétons au Représentant du Ministère avant de commencer les travaux.
- .8 Contrôle de la poussière: adéquat pour assurer un fonctionnement sûr à tout moment.
- .9 Fournir des panneaux d'usage courant liés au contrôle de la circulation, à l'information, aux instructions, à l'utilisation de l'équipement, aux dispositifs de sécurité publique, etc., dans les deux langues officielles ou en utilisant des symboles graphiques communs si le représentant du ministère l'approuve.
- .10 Les travaux de cet entrepreneur sont conformes à la Loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario, au règlement de construction 213/91 et au Tome 7 du ministère des Transports.

1.14 OUVRAGES D'ACCÈS ET DE PROTECTION TEMPORAIRES

- .1 Fournir des accès au bâtiment pour les occupants, les visiteurs et les véhicules en tout temps.
- .2 Barrières temporaires:
 - .1 Concevoir, aménager et entretenir des barrières temporaires (ruban de mise en garde, palissade, etc.) comme l'exige l'autorité compétente.
- .3 Contrôle des vapeurs et de la poussière.
 - .1 Empêcher la propagation de la poussière pour protéger les travailleurs et le public et les parties terminées de l'ouvrage.
 - .2 Assurer une ventilation adéquate pour éviter que des vapeurs pénètrent dans les espaces intérieurs.
 - .3 Conserver et disposer à nouveau cette protection jusqu'à la fin des travaux.
 - .4 Concevoir et construire des moyens temporaires d'accès au chantier, notamment des escaliers, des voies de circulation, des rampes ou des échelles ainsi que des échafaudages, distincts des ouvrages finis et conformes à la réglementation municipale, provinciale ou autre, et en assurer l'entretien.
 - .5 L'entrepreneur doit accepter d'installer une séparation et une identification du site appropriées afin de maintenir le "temps et l'espace" à tout moment pendant la durée du projet. Lorsque le personnel d'exploitation du bâtiment, le personnel du bâtiment ou le personnel de maintenance du secteur privé ont besoin d'accéder à l'équipement opérationnel situé dans la zone de construction pour exploiter le bâtiment, l'accès doit être autorisé et une coordination et une communication appropriées doivent exister entre toutes les parties concernées.
- .4 Protection

- .1 Protéger les ouvrages contre les dommages jusqu'à la prise de possession.
- .2 Assurer une protection pour éviter que la poussière et la saleté ne se répandent à l'extérieur des limites des travaux.
- .3 Protéger les ouvriers et les autres utilisateurs du chantier contre tout danger.

1.15 EXIGENCES GÉNÉRALES CONCERNANT LES PRODUITS

- .1 Qualité des travaux.
 - .1 Faire exécuter les travaux par des apprentis ou des ouvriers qualifiés et accrédités conformément à la loi provinciale relativement à la qualification et à la formation professionnelle de la main-d'oeuvre.
 - .2 Les employés enregistrés à un programme provincial d'apprentissage ne peuvent exécuter des tâches spécifiques que s'ils sont sous la surveillance directe d'ouvriers qualifiés et accrédités.
 - .3 Déterminer les tâches et les activités que peuvent accomplir les apprentis, selon le niveau de formation qu'ils ont atteint et les aptitudes qu'ils montrent à exécuter des tâches particulières.
- .2 Entreposage, manutention et protection.
 - .1 Manutentionner et entreposer les produits en évitant de les endommager, de les altérer ou de les salir, et en suivant les instructions du fabricant.
 - .2 Entreposer dans leur emballage d'origine les produits groupés ou en lots; laisser intacts l'emballage, l'étiquette et le sceau du fabricant. Ne pas déballer ni séparer les matériaux avant que leur utilisation soit requise dans le cadre des travaux.
- .3 Instructions du fabricant.
 - .1 Sauf indication contraire dans le devis, installer ou mettre en place les produits selon les instructions du fabricant.
 - .2 Ne pas se fier aux indications inscrites sur les étiquettes et les contenants fournis avec les produits.
 - .3 Obtenir les instructions écrites directement du fabricant.

1.16 INSPECTION ET PRÉPARATION

- .1 Inspecter le chantier, examiner les conditions susceptibles d'influer sur l'exécution des travaux et s'assurer de bien connaître les conditions existantes du chantier.
- .2 Fournir des photographies des propriétés, des structures et des objets avoisinants susceptibles d'être endommagés ou de faire l'objet de réclamations ultérieures.
- .3 Fournir ces photographies au représentant du Ministère avant d'entamer des travaux, peu importe l'emplacement.
- .4 Les couvre-fenêtres, le mobilier et les autres accessoires de bureau qui obstruent les travaux seront enlevés par le représentant du Ministère.
 - .1 Soumettre une liste détaillée des éléments devant être enlevés, qui comprend leur emplacement, au représentant du Ministère au moins dix (10) jours avant que le service soit requis.

1.17 EXÉCUTION

- .1 Découpage, ragréage et remise en état.
 - .1 Enlever tous les éléments expressément indiqués ou prescrits.
 - .2 Ragréer et remettre en état les surfaces découpées, endommagées ou défaites, à la satisfaction du représentant du Ministère. Le matériau, la couleur, la texture et le fini doivent s'harmoniser à ceux des ouvrages existants.

- .2 Sauf si spécifié autrement, les matériaux à enlever deviennent la propriété de l'entrepreneur. Retirer les matériaux enlevés du chantier en accord avec les règlements provinciaux.
- .3 Enlevez les matériaux retirés du site et éliminez-les conformément à la législation provinciale.

1.18 GESTION DES DÉCHETS

- .1 Se conformer à la *Loi sur la protection de l'environnement*, et aux règlements de l'Ontario suivants : règlement de l'Ontario 102/94 – *Waste Audits and Waste Reduction Work Plans* et règlement de l'Ontario 103/94 – *Industrial, Commercial and Institutional Source Separation Programs*, pour ce qui est du programme de gestion des déchets dans le cadre de projets de construction et de démolition.

1.19 DOCUMENTS ET ÉLÉMENTS À REMETTRE À L'ACHÈVEMENT DES TRAVAUX

- .1 Tout autre matériau supplémentaire utilisé pour la réalisation du projet et inscrit sous différentes sections avec le nom du fabricant et la source d'approvisionnement.
 - .1 Documentation du fabricant:
 - .1 Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone des fournisseurs ainsi que les éléments fournis.
 - .2 Pour chaque produit mentionné, fournir une description et le numéro de pièce du fabricant.
 - .2 Registres:
 - .1 Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, l'entrepreneur doit maintenir des registres détaillés de tous les écarts par rapport aux dessins contractuels. Juste avant l'inspection du représentant du Ministère, préalable à la délivrance du certificat définitif d'achèvement des travaux, fournir un (1) jeu complet de diazocopies, sur lesquelles tous les changements auront été apportés proprement à l'encre : le représentant du Ministère fournira deux (2) jeux de diazocopies propres à cette fin.
 - .2 Ajouter au document un jeu complet des dessins d'atelier définitifs (à reliure distincte) avec indication des corrections et des modifications apportées lors de la fabrication et de l'installation.
 - .3 Garanties et cautionnements:
 - .1 Avant l'achèvement des travaux, recueillir tous les cautionnements et toutes les garanties des fabricants et les remettre au représentant du Ministère.

1.20 NETTOYAGE

- .1 Nettoyer le secteur des travaux au fur et à mesure de l'avancement des travaux. À la fin de chaque période de travail, et plus fréquemment si requis, pour prévenir les situations dangereuses ou si le représentant du Ministère l'ordonne, enlever les décombres du site, entreposer de manière ordonnée les matériaux et faire un nettoyage général.
- .2 Une fois les travaux terminés, enlever les échafaudages, les dispositifs temporaires de protection et les matériaux de surplus. Réparer les défauts constatés à ce stade.
- .3 Nettoyer et polir les vitres, les châssis de fenêtre et les arrêts de fenêtre dans les zones des travaux.
- .4 Nettoyer les zones visées par le contrat et les remettre dans un état équivalent à celui qui existait avant les travaux; le nettoyage doit être approuvé par le représentant du Ministère. Nettoyer au fur et à mesure que le travail avance. À la fin de chaque période de travail, ou plus souvent si cela est nécessaire pour éviter une situation dangereuse ou si le Représentant du Ministère l'ordonne, retirez les débris du site et empilez soigneusement les matériaux pour les utiliser et les nettoyer.

1.21 CONTRÔLE DE SÉCURITÉ

- .1 Tous les membres du personnel affectés aux présents travaux seront soumis à des contrôles de sécurité. Obtenir les cotes de fiabilité requises pour toutes les personnes qui doivent se présenter sur les lieux des travaux.

1.22 VENTILATION DES COÛTS

- .1 Avant de soumettre une première demande de versement d'acompte, présenter une ventilation détaillée des coûts relatifs au contrat, indiquant également le prix global du contrat, selon les directives du représentant du Ministère. Une fois approuvée par le représentant du Ministère, la ventilation des coûts servira de base de référence aux fins de calcul des acomptes.

Partie 2 Produits

2.1 SANS OBJET

- .2 Sans objet.

Partie 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

- .3 Sans objet.

FIN DE SECTION